

Objectif réussite pour toutes et tous
Compte-rendu rencontre-débat
Secteur Nord Seine-et-Marne

Lyon

93 rue de la Vilette • 69003 Lyon
Tél. : +33 4 20 10 27 31

Paris

39 rue du Général Foy • 75008 Paris
Tél. : +33 1 55 78 80 80

Pour faciliter les débats sur son plan prévisionnel d'investissement 2020 des lycées, la région Ile-de-France a choisi 12 territoires de concertation pour y organiser 12 rencontres. Le 19 septembre 2011, le lycée Jehan de Chelles à Chelles accueillait la première rencontre. En présence de près de 80 personnes, principalement des proviseurs et des professeurs des lycées du territoire mais également d'élus locaux (maires, Syndicat d'agglomération nouvelle, représentants du Conseil Général) et de parents d'élèves.

L'exécutif régional était représenté par Mme Henriette Zoughebi, vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France chargée des lycées et des politiques éducatives, et l'administration régionale par Ariane Azéma, directrice générale adjointe en charge de l'unité lycées. Les débats se sont tenus pendant deux heures.

Au cours de la rencontre, différentes questions, remarques et propositions ont émané du public qui a débattu avec les intervenantes.

DEMOGRAPHIE

Une poussée démographique est constatée par tous sur le territoire de la ville nouvelle. Si cette croissance est globale, certains lycées semblent voir « *s'entasser les élèves* », d'autres secteurs sont, à l'inverse, en recherche d'élèves, c'est le cas notamment du val Maubuée qui voit ses établissements se vider et les options se raréfier.

INDICATEURS

La salle s'inquiète des résultats scolaires du territoire au vu des indicateurs de réussite présentés. Plusieurs intervenants y voient les effets de la mise en concurrence entre lycées.

Il a également été demandé que « *soit communiqués les chiffres sur lesquels se base la Région pour déterminer ses choix d'investissements* ». Une communication sur ces données permettrait à l'ensemble de la communauté lycéenne d'avoir une réflexion collective et de fonder sur les enjeux du territoire.

TRANSPORTS

Les intervenants ont insisté sur l'impact des transports en commun sur la vie des lycéens et plus particulièrement sur certains territoires « *desservis par les corbeaux* ».

Les problèmes se traduisent au quotidien par l'allongement des journées des lycéens, des difficultés de fonctionnement pour les établissements (emplois du temps...) et un problème d'offre culturelle. Hors période scolaire, la très faible fréquence des bus peut même « *handicaper certaines personnes et créer des inégalités, notamment en termes d'accès à la culture* ». Plusieurs intervenants ont fait un lien entre réussite de toutes et de tous et culture, réclamant « *d'en faciliter l'accès aux lycéens et en particulier à ceux qui en*

sont géographiquement les plus éloignés des centralités et des infrastructures ».

Une personne est intervenue pour faire part de son « *souhait que la région Ile-de-France reprenne à sa charge une partie du financement des transports lors des sorties scolaires en Ile-de-France, comme elle le faisait auparavant* ».

Pour tous, il convient de réduire au maximum les temps de trajets, par exemple en proposant une offre variée de formations dans tous les lycées.

Le public a également pointé « *les disparités créées par les zones de tarification de la carte ImagineR* » et a émis le souhait qu'elles soient supprimées.

SUR LE PATRIMOINE

Plusieurs questions ont touché des problématiques spécifiques à des établissements :

- « *Est-il prévu un lycée à Village Nature ?* »
- « *Le lycée de Lognes va-t-il être reconstruit ?* »
- « *Quel avenir pour le lycée de l'Arche Guedon en lien avec les autres lycées du secteur ?* »

Mais plus largement, les réflexions sur le patrimoine immobilier ont porté sur la taille des établissements. Si certains ont défendu un « *lycée à taille humaine à 500/700 élèves*. D'autres s'inquiètent « *de la trop petite taille de quelques d'établissements qui ne pourraient offrir suffisamment de formations et d'options* ». Des avis divergents s'expriment ainsi sur cette question.

Les remarques ont également porté sur le patrimoine informatique des lycées. Le principal problème semble toucher la maintenance plutôt que la technologie mise à disposition. Les établissements sont équipés mais ne disposent pas en interne de ressources pour gérer le matériel.

Cette question de la gestion informatique a également porté sur les Espaces Numériques de Travail, un proviseur pointant « *avec regret la complexité de l'outil proposé et le fait qu'il ne fonctionnait pas partout et pas toujours* ».

Un besoin en matière d'internat, notamment pour accueillir les élèves en post-bacs, a été identifié.

Enfin, une dernière intervention sur ce thème a pointé le fait que « *les locaux sont un épiphénomène en rapport avec les problèmes d'effectifs d'encadrement* ». La réussite passerait « *d'abord et avant tout par le déploiement de moyens humains* ».

SUR LA MISE EN CONCURRENCE

La qualité et la diversité de l'offre de formation est au cœur des problématiques. Tous les intervenants ont pointé la mise en concurrence croissante des lycées comme frein à la réussite de toutes et de tous. Le système créerait « *des déséquilibres, notamment en matière de filières et d'options* ». La désectorisation et l'assouplissement de la carte scolaire ont souvent été mis en cause. Sur cette question, certains ont formulé le besoin d'une intervention de la Région sur cette compétence étatique. Des solutions ont néanmoins été évoquées pour y faire face : « *faire de tous les établissements des établissements polyvalents, favoriser la mixité, mieux répartir l'offre de formation* » ou permettre la création de réseaux d'établissements offrant une complémentarité d'enseignements.

SUR LA MIXITE

Tout au long de la rencontre et du débat, la question de la mixité a été identifiée comme étant un moyen de faire réussir les lycéennes et les lycéens : mixité des formations, mixité des publics, mixité sociale, mixité des âges,...

Une idée a notamment été largement mise en avant : « *favoriser l'existence d'établissements polyvalents, c'est-à-dire d'établissements qui rassembleraient les baccalauréats professionnels, techniques et généraux* ». Certains ont pointé le risque d'une telle solution : « *si tous les lycées ne sont pas polyvalents cela créera de nouvelles situations de mise en concurrence des établissements* ».

Ainsi, beaucoup se sont prononcés pour la mixité sociale et la polyvalence, à la condition qu'elle soit la résultante d'un effort partagé.

OFFRE DE FORMATION

La question de l'équilibre des filières a été souvent évoquée et diverses solutions ont été émises : certains proposent une répartition de l'offre à l'échelle régionale ou territoriale, d'autres estiment qu'un certain nombre de filières ou d'options doivent être proposées dans tous les lycées.

Globalement, toutes les personnes ayant pris la parole souhaitent un développement quantitatif de l'offre de formation, avec une insistance particulière pour le post-bac.

Beaucoup d'intervenants ont réclamé que les passerelles entre les formations soient rendues possibles pour « *passer du baccalauréat professionnel au baccalauréat technologique et vers les filières générales mais aussi dans le sens inverse* ». Par ailleurs, un intervenant a pointé la nécessité d'accompagner ces passerelles d'un soutien lors de l'intégration de l'élève.

LE LYCEE DE DEMAIN

En conclusion de cette rencontre-débat, la salle a été invitée à évoquer les caractéristiques « idéales » et « rêvées » du lycée de demain.

« D'abord, le lycée de demain doit pouvoir s'ouvrir et permettre d'accueillir en plus de la formation initiale, de la formation continue et de l'apprentissage. Permettant ainsi une mixité de la pyramide des âges. »

Ensuite, le « lycée de demain doit également permettre de proposer des lieux de vie et des espaces d'échanges pour les lycéens ».

Enfin, la volonté de s'ouvrir au monde numérique est apparue comme prégnante, elle passe notamment par « le câblage de tous les lycées franciliens ».et la résolution des problèmes de maintenance.

Le débat a été conclu par la Vice-présidente, Henriette Zoughebi, qui a remercié les nombreux intervenants pour la qualité des échanges.

Ces rencontres-débats constituent le premier temps de la concertation, à partir de ces premiers échanges, un rapport d'étape sera présenté à l'assemblée régionale en novembre 2011. Puis, dans un deuxième temps, des rencontres thématiques seront organisées avant la rédaction du prochain PPI PPR, prévue pour l'automne 2012.